



ACTION INTERPROFESSIONNELLE DU 21 MARS 2017

POURSUIVONS LES MOBILISATIONS À TOUS LES NIVEAUX !

Le 21 mars 2017, sur l'ensemble du territoire, les cheminot-e-s de la SNCF, des entreprises ferroviaires privées et de la restauration ferroviaire se sont mobilisés, sous diverses formes, aux côtés d'autres salariés, pour la reconquête de l'industrie et des services publics.

Depuis plusieurs mois, la CGT est engagée dans une grande campagne pour la reconquête de l'industrie en lien avec les services publics et l'aménagement du territoire. Le montant des investissements des entreprises est aujourd'hui inférieur aux dividendes versés aux actionnaires. Résultat : la finance étouffe l'économie. 750 000 emplois ont été détruits dans l'industrie en 10 ans, de véritables déserts industriels se sont créés. Cette casse a eu un effet désastreux sur les territoires et sur les services publics qui les desservait avec des fermetures de gares, d'hôpitaux, de bureaux de postes...

Le 21 mars, dans toute la France, la CGT a donc exigé un plan de relance de l'industrie et des services publics !

Pour cela, l'État peut reprendre la main sur la finance, orienter la recherche scientifique, et utiliser la dépense et la commande publique pour dynamiser les investissements productifs en France. Ce sont des leviers importants.

À la SNCF, entreprise publique de service public, les investissements doivent permettre de développer les compétences internes et de répondre aux besoins de la Nation en matière de transport et de report modal : relance du Fret ferroviaire, développement de l'outil industriel au Matériel (modernisations et créations d'ateliers) et à l'Équipement (créations d'emploi et acquisition d'outils pour internaliser des charges de travail). Mais il s'agit aussi de développer le transport de voyageurs pour répondre aux besoins des bassins d'emplois. Les services publics des grands réseaux (transports, énergies, télécommunications) sont des avantages et des outils précieux pour la relance industrielle.

Les choix opérés par la direction SNCF sont tout autres et n'ont qu'un seul objectif : améliorer les ratios financiers au détriment des conditions de vie et de travail des cheminot-e-s.

Dans la poursuite des mobilisations engagées localement et régionalement depuis plusieurs mois, les cheminot-e-s ont donc agi sous diverses formes pour dénoncer la stratégie mortifère de l'entreprise pour le service public et leurs conditions sociales.

En se rassemblant dans les établissements, en agissant par la grève, les cheminot-e-s ont exigé :

- Des emplois en nombre et en qualité ;
- L'arrêt des multiples et incessantes réorganisations ;
- L'arrêt de la sous-traitance privée ;
- Une présence humaine dans les gares et dans les trains, assurée par des emplois pérennes et au statut ;
- Une augmentation des salaires et pensions ;
- La suppression de la filiale Transkeo et l'intégration des personnels déjà recrutés au sein de la SNCF ;
- La réouverture des négociations sur le temps de travail de l'encadrement qui garantissent de bonnes conditions de vie et de travail.

La direction de l'entreprise doit entendre le mécontentement exprimé par les cheminot-e-s depuis plusieurs mois sur ces sujets.

En participant aux manifestations interprofessionnelles dans le cadre de la journée d'action sur l'industrie et les services publics, ils ont aussi affirmé la convergence des intérêts entre les salariés. Les cheminots, en tant que salariés de la SNCF et en tant que citoyens, ont besoin d'une industrie forte dans notre pays, y compris pour l'avenir du mode ferroviaire.

La fédération CGT invite l'ensemble des cheminot-e-s de la SNCF, des entreprises ferroviaires privées, de la restauration ferroviaire à mettre en débat les suites à donner dans les établissements et dans les entreprises à cette journée d'action professionnelle et interprofessionnelle.

